



Bulletin d'informations du Groupe de Travail Climat-REDD - N° 10- Août 2011

**Préparation
Université d'été
sur la REDD** P.4



**Des concertations
sur le processus
REDD+ en province** P.4

**Consultations FIP au niveau
de communautés locales pour
alimenter la stratégie
d'investissement forestier** P.4

**Nomination d'un autochtone pygmée comme Secrétaire Générale
nationale des questions autochtones au sein de l'AFDC** P.3

Consultations au niveau des communautés locales pour alimenter la stratégie d'investissement forestier

Dans le cadre de ces programmes REDD+ anticipés, les financements FIP représentent une première étape importante pour permettre au pays de consolider sa stratégie d'investissement dans le domaine forestier. Concernant la préparation du pays à cette soumission, la CN-REDD avait rédigé un draft 0 de cette Stratégie d'Investissement Forestier. Mais, étant donné que le montage d'un tel mécanisme est complexe et contient des risques sociaux, environnementaux, il a été exigé l'impulsion d'une forte dynamique nationale, la participation de toutes les parties prenantes, notamment la société civile et les communautés locales et autochtones, pour enrichir la stratégie et la rendre plus élaborée avec toute la robustesse nécessaire.



Etant donné que le Draft zéro de la Stratégie d'Investissement contient déjà des éléments importants sur base desquels la consolidation de la stratégie doit être bâtie, la société civile a organisé des consultations provinciales qui ont permis d' :

-Assurer des consultations au niveau des communautés locales et autochtones afin d'alimenter la Stratégie d'investissement forestier et d'enrichir ce processus par leurs avis, propositions, expériences et savoirs endogènes.

-Appuyer la mission dans la préparation de la Stratégie d'Investissement PIF.

Les organisations CODELT et DGPA ont été sélectionnées pour piloter ces consultations qui ont été faites dans les trois bassins sélectionnés pour le FIP. Précéder par une formation de capacitation des facilitateurs ces consultations ont été clôturées à l'issue d'un grand atelier national au cours duquel la société civile a eu à formuler ses attentes par rapport au FIP.

Ces consultations ont en outre connues des grandes phases, dont celles liées aux activités préparatoires qui a débuté avec la soumission de la Note Technique par les Consultants, et qui englobe toutes les activités de préparation administrative, technique et pédagogique de ces consultations. Ensuite il y a eu des actions sur terrain qui ont permis d'informer les autorités politico administratives nationales, provinciales et locales et aussi la dépêche d'un facilitateur pour les travaux préparatoires avec l'organisation facilitatrice, la formation et le renforcement des capacités des

facilitateurs locaux à déployer sur les sites

Plusieurs autres consultations ont été menées au niveau national dans le cadre de la préparation du Plan d'Investissement PIF. Ces consultations, étaient menées par la Coordination Nationale REDD (à travers les GCT – Groupes de Coordination Thématiques).

La deuxième mission conjointe sur le FIP a exprimé sa satisfaction du résultat des consultations sur le Plan d'Investissement PIF menées sous le leadership de deux organisations de la société civile (CODELT et DGPA).

Ces consultations ont permis d'atteindre plus de 600 personnes représentant la société civile locale, l'administration locale, le pouvoir coutumier (chefs coutumiers), les confessions religieuses, représentants des peuples autochtones et le secteur privé local, dans 16 localités situées dans six provinces (Bandundu, Bas Congo, Kasai Occidental, Kasai Oriental, Kinshasa et Province Orientale). Les consultations ont été basées sur une méthodologie de participation commune élaborée par CODELT et DGPA. Les médias étaient présents dans la plupart des consultations, ce qui a permis de transmettre les messages au-delà des participants aux activités.

Un Atelier National de validation des résultats de ces consultations a eu lieu à Kinshasa les 9 et 10 mai.

Ces consultations ont révélé un fort niveau d'intérêt des parties prenantes pour les activités à financer par le FIP. Toutefois, des **préoccupations** ont été exprimées par les parties consultées dans les trois bassins, dont notamment :

- Besoin d'appui à la sécurisation foncière
 - Harmonisation entre pouvoir public et coutumier
 - Crainte de confiscation par l'élite des investissements et bénéfices provenant des activités PIF
 - Crainte d'inégalité dans la répartition des opportunités;
 - Risque d'interférence politique dans la sélection des projets (mise en place),
 - Pour le cofinancement, d'autres types d'apports des bénéficiaires des projets (travail des communautés, terres sécurisées, etc.) doivent être valorisés;
 - Capacité très faible de l'administration provinciale pour faire le suivi des projets (capacités matériel et humaine),
- Toute fois, certaines recommandations ont été faites par la mission conjointe FIP sur :

- La Préparation des Programmes d'Investissement
 - La Communication.
 - Le Partage de revenus issus de la REDD+.
 - L'Analyse des besoins de réformes du cadre légal.
 - La Foresterie communautaire.
 - Le Comité National REDD et Comité Interministériel REDD.
- La Présentation du Plan d'Investissement au sous-comité du PIF en juin 2011. Aussi, la deuxième mission conjointe sur le FIP a exprimé sa satisfaction du résultat des consultations sur le Plan d'Investissement PIF menées sous le leadership de deux organisations de la société civile (CODELT et DGPA).

- Difficulté d'accès aux financements pour les structures faibles en raison d'exigences trop contraignantes.

Les consultations ont aussi relevé plusieurs **opportunités** liées aux activités PIF dont :

- Création d'emplois locaux et appui aux économies locales
- Injection des capitaux dans les zones cibles
- Revitalisation des banques et autres structures financières (micro-finances, etc)
- Valorisation de certains terroirs peu connus à travers l'injection des nouveaux flux financiers.

Pendant la mission, les organisations de la société civile nationale ont aussi émis une série de recommandations portant sur la préparation et mise en œuvre des programmes PIF.

A ce jour, le draft revise du Plan d'Investissement de la RDC a été publié sur le site web du Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme. Le document a été scindé en trois sections pour faciliter le téléchargement sur connexion lente. Le lien est :

http://mecnt.cd/index.php?option=com_content&view=article&id=231:resultat-de-la-deuxieme-mission-conjointe-du-programme-dinvestissement-pour-les-forets-pif-kinshasa-du-9-au-13-mai-2011&catid=30:foret&Itemid=300057

La RDC pourra présenter ce Plan d'Investissement à Cape Town fin juin ■

Nomination d'un autochtone pygmée comme Secrétaire Générale nationale des questions autochtones au sein de l'AFDC

ERND Institut a mis en place un programme sur l'émergence du leadership autochtone en vue de permettre à ce peuple de ce développer et de jouir intégralement de leurs droits fondamentaux. La thèse pour ERND Institute est que seul un leadership autochtone effectif peut promouvoir le développement intégral des PA ; car s'il existait une réelle leadership autochtone les conditions de vie de ces derniers ne seraient pas tel qu'il est aujourd'hui et le travail de plaidoyer fait par la société civile serait beaucoup plus facilité.

Ce leadership est donc un pilier essentiel pour relever les défis prioritaires au quel ces peuples sont confrontés. ERND Institute attend à travers ce programme promouvoir les leaders

autochtones à tous les niveaux en RDC et au niveau international. Des leaders qui se devront de devenir demain des visionnaires et des lumières pour leurs communautés.

Aujourd'hui certaines actions de ERND Institute permettent déjà de contribuer à cette émergence du leadership autochtone, ces actions favorisent la participation de certains leaders à la vie politique du pays.

En effet, certains autochtones avaient manifesté un intérêt particulier pour la politique, ERND Institute essaie donc d'encadrer ces visions et accompagne ces autochtones. Cette expérience a permis donc à ERND Institute de pouvoir aider Monsieur LOTIS à pouvoir être nommé secrétaire générale Nationale de l'AFDC ■



Des concertations sur le processus REDD+ en province

Dans le cadre du GTCR, des concertations provinciales ont été lancées par la société civile, ces consultations s'inscrivent dans la dynamique des initiatives déjà engagées par le Groupe de Travail Climat REDD (GTCR) et attendent mobiliser les acteurs provinciaux à s'approprier de ces différentes initiatives sorte à enrichir efficacement non seulement les échanges au niveau national, mais aussi à faire un diagnostic profond sur la participation de la société civile et d'autres parties prenantes au niveau provincial afin d'en dégager les forces et les faiblesses et définir des stratégies de participation et de participation inclusive.

Maintenant que la stratégie nationale est en cours d'élaboration, les déclinaisons en provinces de l'ensemble du processus s'imposent comme l'étape ultime devant permettre de consolider les efforts acquis au plan national.

Les avancées réalisées par la RDC dans le processus de préparation à la REDD+ a fait que la RDC soit classée parmi les 8 pays pilotes sélectionnés en juin 2010 pour

soumettre un programme d'investissement pour les forêts (FIP) en 2011 au sous comité FIP pour approbation. C'est donc dans un contexte plus ou moins complexe que la société civile entend poursuivre sa contribution dans la phase de construction de la stratégie nationale et du développement de l'ensemble du processus REDD en favorisant notamment cette déclinaison provinciale.

Tenues au cours de la période du 12 au 26 mai ces concertations ont été le reflet de la vision de la société civile qui est d'arriver de faire en sorte que le pays dispose d'une stratégie nationale de participation au processus REDD ambitieuse et crédible, déclinée de manière cohérente en stratégies provinciales et sectorielles pour Construire une dynamique de la société civile dans une approche plus systématique et structurée.

De manière générale, ces concertations ont permis de mobiliser, impliquer et susciter l'engagement des dynamiques provinciales à l'appropriation du processus de mise en œuvre de REDD en RD. Congo au niveau

provincial. Les participants étaient les représentants de la société civile provinciale et surtout les communautés locales et peuples autochtones ainsi que les autres parties prenantes au niveau provincial. Il s'est avéré que les représentants de la société civile au niveau

provincial ont une vision globale de l'évolution du processus REDD+ et du processus de préparation en RDC ; Des propositions ont été faites quant à la déclinaison provinciale du processus REDD et aussi des échanges quant à l'identification des délégués provinciaux devant

participer au niveau national aux échanges sur le processus REDD qui seront organisés dans le cadre de l'évaluation de la participation de la société civile dans le processus ont été lancés dans toutes les provinces.



L'accès à l'information sur le processus REDD, une préoccupation pour le GTCR

L'ACCES A L'INFORMATION SUR LE PROCESSUS REDD DES PEUPLES AUTOCHTONES ET COMMUNAUTES LOCALES, UNE DES PREOCCUPATIONS MAJEUR DU GTCR

Dans le cadre de son Programme REDD et société civile appuyé par la Rainforest foundation Norvège le Groupe de travail climat REDD de la société civile de la RDC a exécuté un certain nombre d'activités dans le cadre de son programme commencé en 2010. Ces activités visaient à assurer une coordination efficace des activités REDD et s'assurer que peuples autochtones et les populations locales ont un accès préalable à l'information qui sont disponible au niveau de la capitale et leur permettre de suivre la façon dont le processus va se déployer en Province Equateur, Bas Congo, Nord Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Orientale.

Il faut souligner qu'initialement il était prévu que ces réunions soient organisées en Province sans accompagnement des consultants ou experts venant de Kinshasa, mais compte tenu de la masse d'information et de la nature technique des certaines questions, il avait été décidé d'envoyer les experts mais qui devaient chacun couvrir trois provinces pour certains et d'autre une seule Province.

1. Forum Provincial du Sud-Kivu

Cette activité s'est tenue le 15 mai 2011 dans la salle le Bourgeois. Le forum avait réuni environ 30 participants dont certains de la société civile, du secteur privé et public, qui sont partie prenante au processus REDD au Sud-Kivu. L'animation avait été fait par le Coordonnateur National et

quelque membre du GTCR en Province.

Les participants ont constaté que la composante IEC ne fonctionne pas et que sans l'information, éducation et communication le processus REDD ne peut pas avancer.

2. Forum Provincial du Nord-Kivu

Le Forum Provincial du Nord Kivu a eu lieu en date du 21 mai 2011 dans la grande salle de réunion du Parlement d'enfants du Nord. Cette activité était organisée en collaboration entre la synergie pour le développement et lutte contre la déforestation et dégradation des forêts, la société civile, le réseau CREF et PIDEP. Environ 40 participants ont participé activement à ce forum et c'était aussi une occasion d'harmoniser le point de vue sur la constitution du GTCR en Province du Sud-Kivu.

3. Forum Provincial du Maniema

Cette activité a eu lieu en date du 16 juin 2011 en présence du Ministre Provincial de l'Environnement qui a aussi ouvert officiellement l'activité. Il a été fait remarqué que Le Maniema a déjà élaboré son draft du programme REDD pour consolider les efforts déjà fait au niveau National. Cette activité qui avait réunie 30 participants, a aussi connue la participation des chefs coutumiers, des délégués des institutions publique et de la société civile toutes ayant une expérience dans le domaine de l'environnement.

4. Forum Provincial de l'Equateur

Dans cette Province cette activité a eu lieu en date du 24 mai 2011, dans la salle du GRONGD Equateur. Elle a réunie 23 délégués de la société civile, des

communautés locale et peuples autochtones, les membres de l'assemblée Provincial et du Ministère de l'Environnement, le secteur privé.

5. Forum Provincial du Kasai occidental

Cette activité s'est tenue en date du 23 mai 2011 au siège de l'association Paix et Reconstruction PAREC à Kananga, avec comme le même objectif de mobiliser la Province dans le processus REDD, 27 personnes issues des organisations de la société civile, du monde scientifique, des populations autochtones et locales et les chefs coutumier ont participé activement. Une bonne quantité des documents étaient distribués aux participants.

A la fin de l'atelier les participants ont formulé leurs attentes du processus REDD, en insistant sur la participation réelle de la Province au processus et la distribution de l'information c'est dans le même sens que ce sont déroulés les forums Provincial du Bas Congo et Bandundu.

Au delà de ces activités, une Table ronde sur les Groupes de Coordinations Thématique (GCT) a eu lieu au Centre d'accueil protestant et avait comme objectif de permettre à la société civile d'harmoniser ses vues sur la participation aux GCT et son implication dans les programmes anticipés. D'une façon spécifique échanger sur le contenu des feuilles de routes des GCT pertinents.

Il était aussi question de réfléchir sur les enjeux de la déclinaison provinciale du processus REDD mais aussi d'appropriation et de validation des feuilles des routes des Groupe de Coordination Thématique.

Environ 30 participants de la société civile avaient participé et des recommandations pertinentes avaient été faites pour donner une orientation de la participation de la société civile aux GCT.

En outre l'Atelier National de renforcement de la vision de la société civile sur le processus REDD fut un moment d'évaluer la participation de la société civile au processus REDD en vue de renforcer son niveau de participation.

Au cour de cette activité, une analyse des forces et des faiblesse du GTCR était fait avant de suivre quelque exposé. On a noté la Présence du délégué du Ministre de l'Environnement qui avait fait le mot d'ouverture de l'Atelier, au Centre d'accueil Protestant.

Cet atelier était une occasion de discuter et adopter le programme REDD et société civile juin 2011 et juin 2012 et le Plan d'engagement de la société civile proposé par la coordination Nationale REDD.

Après les Forum et la table ronde une série des réunions étaient organisé pour sensibiliser les parties prenantes sur la prise en compte des résolutions du Forum et table ronde. Il faut faire remarque la mobilisation des gens dans les Groupes de coordination thématique étaient plus fondé dans la logique de la construction de la stratégie nationale REDD d'ici 2012, mais le piétinement de ce groupe mérite que la société civile rectifie son approche.

Les contacts et discussions avec la Coordination REDD et les responsables des groupes de coordination thématique ont été faites dans le but de faire évoluer le travail des GCT. Nous avons fait remarqué le déséquilibre qu'il ya dans la composition de certains GCT.

Les réunions des commissions se sont poursuivies normalement, mais avec une baisse de mobilisation, car beaucoup des membres étaient déjà plus engagé dans les GCT. Outre le suivi des quelques points techniques comme l'étude sur le moteur de la déforestation et de la dégradation, les sauvegarde, et la participation aux réunions de la Coordination nationale, les commissions se sont plus attelée aux réunions de planification.

Ainsi pour la SESA, qui s'occupe de l'évaluation environnementale c'était plus la compréhension de la question des standards nationaux.

Pour la commission MRV qui fait le mesurage, vérification et reportage c'est plus la question de la cartographie dans le processus REDD, avec la publication des facets à l'OSFAC.

La commission IEC, qui s'occupe de l'information éducation et communication, suivait avec attention les discussions du plan de la coordination nationale sur l'IEC, mais qui tarde encore à démarrer effectivement.

La commission VAD, veille et appui diplomatique suit plus les questions des négociations internationales avec la préparation de la réunion de Durban au mois de décembre, ou la société civile compte participer en toute responsabilité. La commission PSRL, plaidoyer, suivi de la réforme législative, suit plus les questions du droit foncier, et autres réforme légales utiles au processus REDD.

Actuellement chaque commission a déjà élaboré son plan d'action, avec un rapport succinct des activités réalisées ainsi, chaque commission devait avoir une vision propre avant de se joindre à une grande vision du GTCR ■

Préparation Université d'été sur la REDD

Communiqué Officiel

Aux parties prenantes du Processus REDD en République Démocratique du Congo,

Sous le patronage du MECNT la DDD/CN-REDD organise la Deuxième e session Internationale de la REDD en République Démocratique du Congo avenue Sergent Moke no.3.

À une époque d'intérêt national et international accru pour l'avenir des forêts de la République Démocratique du Congo, leurs souhait est que l'université de la REDD en RDC soit un événement international clé qui synthétise les connaissances actuelles et favorise la pensée créative et la collaboration sur l'avenir de cet important patrimoine forestier.

Les inscriptions doivent être soumises à partir du 12 août 2011 à inscript_uniredd@yahoo.fr

Dans l'objet du message les demandeurs sont obligés de fournir leurs coordonnées dans le message:

Nom :

No de téléphone :

Adresse courrier électronique :

Numéro et titre des sessions auxquelles le demandeur désire participer (voir programme) :